

[Accueil](#) | [Monde](#) | Retraites en France: Macron consulte tous azimuts après l'adoption de la réforme

Retraites en France

Macron consulte tous azimuts après l'adoption de la réforme

Le président français reçoit mardi la Première ministre Élisabeth Borne avec plusieurs membres du gouvernement et les chefs de la majorité.

Publié aujourd'hui à 06h21



Image d'archive

AFP

Lisez le **premier mois pour 1€** avec l'abonnement «**Regular**», puis pour 15,€
mois suivants

Et maintenant? L'adoption de la réforme des retraites au Parlement est loin d'avoir signé la fin de la contestation du projet phare d'Emmanuel Macron qui va consulter tous azimuts mardi au lendemain de manifestations dans de nombreuses villes de France, émaillées parfois de fortes tensions.

Le chef de l'État doit recevoir à 09 h 00 Élisabeth Borne, en première ligne, qui a échappé de peu la veille à un renversement de son gouvernement, avec le rejet à neuf voix près d'une motion de censure transpartisane à l'Assemblée nationale. «Je suis déterminée à continuer à porter les transformations nécessaires à notre pays», a assuré lundi soir la Première ministre, conviée à l'Élysée avec plusieurs membres du gouvernement et les chefs de la majorité.

Emmanuel Macron doit ensuite déjeuner avec Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, présidents de l'Assemblée et du Sénat, avant une réunion en soirée avec les parlementaires du camp présidentiel.

«Le combat continue»

Grâce à la procédure décriée du 49.3, qui permet à un texte d'être adopté sans vote sauf si le gouvernement est censuré, la réforme – qui prévoit le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans – a été officiellement adoptée lundi au Parlement.

Mais cet épilogue parlementaire, qui s'est joué par un vote plus serré qu'attendu (avec notamment 19 députés LR sur 61 apportant leurs voix à la motion de censure transpartisane), n'a pas fait retomber la pression sur l'exécutif. Au contraire.

Élisabeth Borne «doit partir» ou le «président doit la démissionner», a lancé Marine Le Pen, plusieurs voix de gauche appelant aussi à sa démission. «Le combat continue», ont scandé tous les leaders de la coalition Nupes. Ils comptent notamment sur des recours devant le Conseil constitutionnel et ont dégainé une demande de référendum d'initiative partagée (RIP), dont les Sages doivent examiner la recevabilité.

En attendant, Élisabeth Borne a annoncé lundi soir qu'elle allait «directement» saisir le Conseil constitutionnel pour qu'il examine le texte «dans les meilleurs délais».

Les opposants à la réforme appellent à continuer aussi le combat dans la rue. Jean-Luc Mélenchon a appelé à «une censure populaire» qui doit «s'exprimer «massivement, en tout lieu en toutes circonstances». «Rien n'entame la détermination des travailleurs», a prévenu de son côté la CGT, tandis que le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a appelé à la mobilisation pour la prochaine journée de grèves et de manifestations prévue le 23 mars.

L'inquiétude de Berger

Laurent Berger s'est aussi dit inquiet de la «colère» et des «violences» qui pourraient s'exprimer du fait de l'adoption d'une loi qui n'avait «pas de majorité à l'Assemblée nationale».

Lundi soir, des poubelles renversées et brûlées, des barricades, des jets de projectiles sur les forces de l'ordre, et des fumigènes ont marqué certaines des manifestations qui ont éclaté spontanément un peu partout en France après l'adoption de la réforme.

Les mêmes scènes de tension se sont reproduites dans plusieurs grandes villes, comme à Lyon, Nantes, Rennes, ou Strasbourg où quelque 2000 personnes ont manifesté, selon la préfecture. «Ça va péter», ont scandé les manifestants à Lille. «Louis XVI, on l'a décapité, Macron on va recommencer».

À Donges (Loire-Atlantique), les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit de lundi à mardi pour débloquer le terminal pétrolier, occupé depuis une semaine par des grévistes, a constaté un photographe de l'AFP sur place. Une source proche des grévistes jointe par l'AFP avant la fin de l'intervention a fait état «d'affrontements» dans la nuit.

À Paris, peu après 00 h 30, 171 personnes avaient été interpellées, selon une source policière.

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé des arrestations «arbitraires». «Ce soir, des dizaines de personnes pacifiques ont été arrêtées de façon violente et arbitraire», dont deux militants de LFI, a tweeté le dirigeant Insoumis. «Nous exigeons la fin immédiate des arrestations et la libération des emprisonnés!»

Tout au long de la journée, la colère s'était illustrée par de nouveaux rassemblements, des piquets de grève, des routes bloquées, des transports perturbés ou encore des stations-service à sec pour la première fois depuis le début du conflit social.

AFP

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

0 commentaires